Père Emmanuel-Marie et Pascal Bruckner : ce virus a révélé la fragilité de notre société

Eugénie Bastié

LE FIGARO.- Cette crise du coronavirus a montré que l'ensemble de nos sociétés étaient prêtes à tout stopper pour préserver les plus faibles. N'est-ce pas un signe de civilisation ? Ce souci vient-il selon vous de notre héritage chrétien ?

Père Emmanuel-Marie LE FÉBURE.- Oui, c'est un très beau signe. Je me souviens de cette phrase de Mère Teresa : « On juge une civilisation à la manière dont elle traite ses membres les plus faibles. » La grandeur d'une société réside dans sa capacité à mettre sa puissance au service des plus vulnérables. Il nous faut rendre hommage aux soignants et à tous ceux qui ont pris des risques. Ils ont prouvé que notre société a encore du courage et le sens du sacrifice. Et pourtant, « sauver des vies à tout prix » est un slogan qui peut s'avérer problématique si la vie se résume à une statistique pour le journal télévisé du soir. La vie, pour la civilisation chrétienne, c'est bien plus qu'un chiffre de personnes épargnées par la mort dans une vision purement biologique et comptable. La vie ne se réduit pas une fuite éperdue de la mort ; la vie, c'est l'éternité en devenir. L'autorité politique qui a la charge du Bien commun doit tenir compte de l'économie, de l'éducation, des relations sociales, mais aussi laisser une place à l'espérance. Une peur excessive de la mort biologique peut faire oublier ce qui est le propre d'une vie humaine.

Pascal BRUCKNER.- Effectivement, ce libéralisme qu'on disait inhumain- souvenez- vous du slogan du NPA « Nos vies valent mieux

que leurs profits » - a abandonné ses principes de rentabilité pour sauver des corps. Le christianisme disparaît d'une société où les valeurs chrétiennes ont tellement infusé que nous sommes chrétiens dans tous les sens du terme, y compris lorsque nous ne croyions plus. La valeur évangélique qui a triomphé pendant cette période, c'est le commandement de la charité. Des gens se sont dévoués corps et âme chez les soignants mais aussi dans les métiers les plus humbles, éboueurs, livreurs, caissières qui ont permis de tenir la nation. Sans la ténacité de tous ces invisibles, le pays sombrait. Cependant, le sauvetage de la vie pour la vie a rencontré des oppositions. Un reproche de « sacrifice générationnel » est apparu dès la fin mars : on tuait l'avenir de la jeunesse pour maintenir debout des septuagénaires égrotants. Même des philosophes humanistes ont dénoncé cette inversion des priorités. On n'aurait pas dû confiner, le port du masque est une insulte à la liberté. Une génération de fiers-à-bras affirme rétrospectivement qu'on aurait dû prendre davantage de risques et tant pis pour les pertes. Il est facile d'être lucide après la bataille. Dans les situations de crise, il faut toujours revenir au mot de Raymond Aron : à la place du gouvernement qu'aurais-je fait ? Face à une maladie qui a révélé l'homme dans sa nudité, l'humilité me paraît préférable à la fanfaronnade.

E.-M. LE F. - Ce qui me paraît paradoxal, c'est que certains relais politiques et associatifs puissants se font les avocats d'une demande d'euthanasie de plus en plus forte, à propos des personnes pour lesquelles on a arrêté la société entière pendant cette crise. Il y a une incohérence : pourquoi serait-il légitime de faire mourir de façon aseptisée, médicalisée, rationalisée ceux-là mêmes pour qui beaucoup se sont sacrifiés ?

Que dit notre gestion de l'épidémie du rapport à la mort dans nos sociétés ?

E.-M. LE F. - Notre société de l'efficience a honte de constater son impuissance face à la mort. On la cache, on l'occulte comme un

scandale. Beaucoup sont morts seuls à l'hôpital. Pourtant, la mort appartient à la vie comme son acte ultime. Un acte très personnel, mais aussi social. Bernanos ose affirmer dans une perspective chrétienne qu'on meurt pour les autres. Il est terrible de mourir sans les autres. En privant les hommes de leur mort naturelle, on nie la dignité de leur vie. Pour l'Église, le respect de la vie nous commande de ne pas abandonner la mort à la seule technique.

P. B. - La stratégie sanitaire de la France a été de sacrifier des milliards pour des personnes dont la valeur matérielle diminue, mais dont le coût est énorme. Certains ont avancé un argument utilitariste : on sacrifie les vivants aux quasi-mourants, puisque la mort dans les Ehpad aurait eu lieu de toute façon à brève échéance. Ce n'est pas digne des valeurs que nous affichons dans nos sociétés. La mort en tant que culture s'est évaporée de nos sociétés : on parle de « disparus », on ne porte plus le deuil. Tolstoï dans La Sonate à Kreuzer notait un phénomène appelé à s'amplifier : la pornographie de la mort. Aujourd'hui la mort est la vraie pornographie, ce n'est plus la sexualité. On la recouvre d'un voile de pudeur. Mais celle-ci se rappelle toujours à nous.

La suspension des rites mortuaires constitue-t-elle selon vous un précédent grave et inédit ?

E.-M. LE F. - Nous avons refusé de regarder la mort en face. Je crois pourtant qu'il est sain d'avoir peur de la mort. Le Christ lui-même a tremblé devant sa passion. Une société est d'autant plus civilisée qu'elle arrive à transfigurer la mort, à en faire un rite. Un rite qui n'a rien de magique, mais qui est une forme d'accompagnement personnel, une main serrée, un regard, mais aussi un acte religieux et sacré, une porte vers l'éternité. Je pense que la suspension des rites funéraires laissera les traces d'un traumatisme collectif et de nombreuses blessures chez ceux qui n'ont pu accompagner leurs proches. Comme prêtre j'ai reçu des témoignages de personnes

affirmant que leurs proches n'étaient pas morts physiologiquement du Covid mais du chagrin d'être abandonnés.

P. B. - Si on regarde l'histoire de l'Europe, dans toutes les grandes épidémies, les morts ont été assez maltraités, notamment lors de la Grande Peste de 1348, lorsque les cadavres pourrissaient en plein air faute de fossoyeurs. Cet état n'est ni inédit ni irréversible. Deux images cependant m'ont marqué : les camions frigorifiques devant les hôpitaux à New York où les morts s'entassaient faute de place dans les morgues, et le surmenage des crématoriums du Père Lachaise qui travaillaient 24 heures sur 24. Quand la surproduction des cadavres surpasse notre capacité à les accueillir, nous paniquons.

A-t-on été trop loin ?

E.-M. LE F.- Oui, reconnaissons qu'il y a eu une forme de panique et de surprotection. Jusqu'au 24 mars, il y avait interdiction de voir le visage des défunts. Comme prêtres, nous avons beaucoup souffert de ne pas pouvoir nous rendre dans les Ehpad parce que des directeurs voulaient se protéger d'un risque juridique, alors que des journalistes pouvaient entrer. Je crois qu'il y a eu quelque chose de démesuré dans la transformation des Ehpad en univers carcéral. L'État a du mal à penser la mort au-delà de son aspect statistique. Cela supposerait une dimension métaphysique dont il est privé. Il renvoie la mort à la subjectivité des croyants, à leur vie privée. Il est plus important d'accompagner un proche mourant que de sortir son chien. Or il n'y avait rien prévu en ce sens sur la fameuse attestation.

P. B. - Pendant la Grande Peste, nous disent les historiens, ce sont les poltrons qui ont survécu, isolés à la campagne. Quand le gouvernement a réalisé que la vague massive des malades allait submerger les services hospitaliers, il a pris des mesures drastiques. Le confinement a occulté les grands rituels religieux, Pâques pour les chrétiens, Pessah pour les juifs, le Ramadan pour les musulmans, il a aussi limité la liberté de chacun. La peur était-elle arbitraire ou

justifiée ? J'aurais du mal à arbitrer entre l'obligation sanitaire et l'excès de précaution.

E.-M. LE F.- Comme l'a dit Mgr de Moulins-Beaufort, nous risquons toujours de préférer la sécurité à la liberté. Le rôle de l'État, c'est de promouvoir la liberté et la responsabilité des citoyens. La liberté suppose de prendre des risques. Pendant les grandes épidémies, de nombreux prêtres ont servi et sont morts. Il faut que l'État nous laisse prendre des risques mesurés et réfléchis. On aurait dû nous laisser accomplir le geste d'Antigone.

L'Église a eu bien du mal à formuler un discours autre que sanitaire et social pendant l'épidémie. N'est-ce pas le signe qu'elle n'a plus de message à délivrer à une société déchristianisée ? Sa mission consolatrice n'est-elle pas obsolète ?

E.-M. LE F. - Face à l'omniprésence de la mort, les médias se sont naturellement tournés vers l'Église. On avait besoin d'une parole de foi et d'espérance en l'éternité et elle a été portée avec force par certains évêques. Mais il est vrai que nous avons parfois eu peur d'assumer pleinement notre rôle. Il ne faudrait pas que les clercs donnent l'impression de devoir se faire pardonner d'exister et se contentent d'être de simples maillons d'une chaîne sanitaire. Certains théologiens, quasiment néo-platoniciens, en sont venus à théoriser une spiritualisation ultime de l'Église qui aboutit à sa virtualisation par écrans interposés. L'Ascension du Christ aurait, selon eux, rendu la matière inutile et, dès lors, les rites se réduiraient à une « chosification » de Dieu. Ils ont même regretté la fin de l'interdiction des rassemblements dans les lieux de culte. Ils oublient que le catholicisme est la religion de l'incarnation et que les sacrements sont le mode propre par lequel Dieu vient nous toucher.

P. B.- Ce qui a manqué pendant cette période, c'est une grande parole spirituelle. Les Grecs disaient qu'aux grandes tragédies il fallait opposer de grands mots. Je n'ai pas entendu le pape François les

prononcer sinon pour souhaiter que les marches pour le climat reprennent. Je trouve ce suivisme un peu court. On a manqué d'une parole plus prophétique, ne serait-ce que sur les rapports de l'homme à la maladie et à la mort. Il y aurait eu un beau discours à faire sur les limites de la modernité et de la science.

E.-M. LE F. - L'archevêque de Paris a eu des paroles fortes, en tant que prêtre et médecin. Mais, oui, sans doute n'avons-nous pas été assez forts. Nous avons été trop timides pour proclamer que seule la foi permet de vaincre la mort. Peut-être avons-nous eu peur d'affirmer clairement que l'abandon des malades était une maladie plus grave que le virus lui-même.

P. B. - L'Église est trop timide, et sur bien d'autres sujets que la crise sanitaire ! Elle ne se fait pas assez entendre, elle est dans l'humilité excessive, elle tend la joue gauche quand on la frappe à droite, prêche la tolérance à n'importe quel prix. Elle se soumet trop aux mœurs du jour. En tant qu'observateur extérieur et non-croyant, j'attends l'élection d'un pape de combat, peut-être un cardinal africain, dans un continent où les chrétiens sont massacrés par les djihadistes, un pape qui prêche l'élévation, le recueillement autant que la résistance.

C'est aussi tout un rapport aux plus âgés qui s'est trouvé révélé dans cette crise : la question des Ehpad et de leur abandon, celle d'un éventuel confinement prolongé des seniors ont montré la difficulté d'intégrer les âgés dans nos sociétés occidentales. Que traduit-il selon vous ?

P. B. - Je ne suis pas certain que les personnes âgées soient mieux traitées ailleurs qu'en Occident. En Inde, en Chine, il n'y a pas de retraites, et les vieux quand ils n'ont plus de famille finissent dans le dénuement le plus total. Nous payons la conséquence de nos progrès : la médecine et l'hygiène permettent à des personnes qui seraient décédées il y a un demi-siècle de survivre, mais parfois percluses de maladies dégénératives. On parque dans les Ehpad les gens dont les

familles ne veulent plus, et qui s'en veulent tout en pestant contre le coût de ces établissements. Se sentir acteur de plein droit dans le monde jusqu'au bout est la définition d'une vieillesse digne. En tout état de cause, le maintien à domicile, quand il est possible, est préférable à toute autre solution.

E.-M. LE F. - Je crois que le système des Ehpad pourrait être amélioré pour mieux tisser des liens entre les générations et ne pas participer à cette culture du rebut que condamne justement le pape François. Pour le chrétien, la vieillesse n'est pas simplement une fin, mais un début, qui ouvre vers l'éternité. S'il n'y a pas d'espérance, l'Ehpad devient effectivement un mouroir là où il devrait être une antichambre.